



HAMPSTEAD

AVIS EST DONNÉ QU’UNE SÉANCE ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE HAMPSTEAD SE TIENDRA LUNDI, LE 29 SEPTEMBRE 2025 À 19H00, AU CENTRE COMMUNAUTAIRE IRVING L. ADESSKY, 30, RUE LINCROFT, À HAMPSTEAD.

ORDRE DU JOUR

- 1. Ouverture de la séance.
- 2. Période de questions du public.
- 3. Adoption de l’ordre du jour.
- 4. Adoption des procès-verbaux de la séance ordinaire du conseil municipal tenue le 25 août 2025 et de la séance extraordinaire du conseil municipal tenue le 08 septembre 2025.
- 5. AMÉNAGEMENT URBAIN
 - 5.1 Dépôt du procès-verbal de la réunion ordinaire du CCU tenue le 08 septembre 2025.
 - 5.2 Demande d’autorisation pour 1 dérogation mineure à la grille des usages et normes de la zone RA-1, tel que prescrit par l’article 65 du règlement de zonage n° 1001 :
 - 1- Permettre la marge avant sur rue Thurlow à 5,15 m au lieu de 6,1 m.

Pour une maison unifamiliale détachée située au **95, rue Thurlow**, lot n° 2 088 990, zone RA-1, (règlement de zonage n° 1001) et (règlement concernant les dérogations mineures n° 1013).

 - a. Intervention des personnes intéressées – selon les documents reçus par écrit par la greffière.
 - b. Décision du conseil
 - 5.3 Demande d’autorisation pour l’agrandissement d’une maison unifamiliale détachée située au **95, rue Thurlow**, lot n° 2 088 990, zone RA-1, (règlement de zonage n° 1001) et (règlement sur les PIIA n° 775).
 - 5.4 Demande d’autorisation pour 3 dérogations mineures au règlement de zonage n° 1001 :
 - 1- Art. 65, (Grille des usages et normes) : Permettre une salle mécanique souterraine, dans la cour arrière, à une distance de 4,25 m de la limite de terrain arrière au lieu de 9,15 m;
 - 2- Art. 65, (Grille des usages et normes) : Permettre une salle mécanique souterraine, dans la cour latérale côté droit, à une distance de 0,915 m d’une limite de terrain au lieu de 3,657 m;

NOTICE IS HEREBY GIVEN OF A REGULAR MEETING OF THE COUNCIL OF THE TOWN OF HAMPSTEAD TO BE HELD ON MONDAY, SEPTEMBER 29, 2025, AT 7:00 PM, AT THE IRVING L. ADESSKY COMMUNITY CENTRE, 30 RUE LINCROFT, IN HAMPSTEAD.

AGENDA

- 1. Opening of the meeting.
- 2. Public question period.
- 3. Adoption of the agenda.
- 4. Adoption of the minutes of the Regular Council meeting held on August 25, 2025, and of the Special Council meeting held on September 08, 2025.
- 5. URBAN PLANNING
 - 5.1 Tabling of the minutes of the Regular PAC meeting held on September 08, 2025.
 - 5.2 Request to authorize 1 minor exemption to the Schedule of Uses and Standards for Zone RA-1, as prescribed by Section 65 of Zoning By-law no. 1001:
 - 1- To allow the front setback on rue Thurlow at 5.15 m instead of 6.1 m.

For a detached single-family home located at **95, rue Thurlow**, lot no. 2 088 990, Zone RA-1, (Zoning By-law no. 1001) and (By-law concerning minor exemptions no. 1013).

 - a. Intervention of interested persons – as per documents received in writing by the Town Clerk.
 - b. Council decision
 - 5.3 Request to authorize an addition for a detached single-family home located at **95, rue Thurlow**, lot no. 2 088 990, Zone RA-1, (Zoning By-law no. 1001), (SPAIP By-law no. 775).
 - 5.4 Request to authorize 3 minor exemptions to Zoning By-law no. 1001:
 - 1- Sec. 65, (Schedule of uses and standards): To allow an underground mechanical room, on the rear yard, at a distance of 4.25 m from the rear-side boundary line instead of 9.15 m;
 - 2- Sec. 65, (Schedule of uses and standards): To allow an underground mechanical room, on the right-side yard at a distance of 0.915 m from the right-side boundary line instead of 3.657 m;



HAMPSTEAD

- 3- Art. 61 : Permettre la localisation d'un escalier, dans la cour arrière, à une distance de 1,25 m d'une ligne de terrain au lieu de 2,0 m.

Pour une maison unifamiliale détachée située au **29, rue Lyncroft**, lot n° 2 089 116, zone RA-2, (règlement de zonage n° 1001) et (règlement concernant les dérogations mineures n° 1013).

- Intervention des personnes intéressées – selon les documents reçus par écrit par la greffière.
- Décision du conseil

- 5.5 Demande d'autorisation pour la modification des façades d'une maison unifamiliale semi-détachée située au **32, rue Dufferin**, lot n° 2 088 401, zone RB-5, (règlement de zonage n° 1001) et (règlement sur les PIIA n° 775).

- 5.6 Demande d'autorisation pour l'agrandissement d'une maison unifamiliale détachée située au **27, rue Granville**, lot n° 2 089 081, zone RA-1, (règlement de zonage n° 1001) et (règlement sur les PIIA n° 775).

6. CONSEIL

- 6.1 Treizième renouvellement de l'entente intermunicipale, pour le dépôt à neige, entre la Ville de Hampstead et la Ville de Côte Saint-Luc.

7. GREFFE

- 7.1 Adoption du règlement n° 551-2 modifiant le règlement n° 551 concernant les ventes de garage.
- 7.2 Adoption du règlement n° 710-2 modifiant le règlement n° 710 sur les permis de tournage.
- 7.3 Adoption du règlement n° 795-20 modifiant le règlement de nuisances n° 795-2.
- 7.4 Adoption du règlement n° 1010-28 modifiant le règlement n° 1010 sur les tarifs.

8. FINANCES

- 8.1 Approbation des déboursés pour la période du 01 juillet au 31 août 2025, au montant de **4 414 714,83 \$**.

9. APPROVISIONNEMENT

- 9.1 Autorisation pour la vente d'équipement désuet.

10. RESSOURCES HUMAINES

- 10.1 Embauche de **Mme Georgiana Florina Nisipeanu** à titre d'assistante-trésorière.
- 10.2 Approbation des listes d'embauche des employés cols blancs étudiants pour le département des services communautaires et des loisirs.

- 3- Sec. 61: To allow the sitting of a staircase on the rear yard at a distance of 1.25 m from the boundary line instead of 2.0 m.

For a detached single-family home located at **29, rue Lyncroft**, lot no. 2 089 116, Zone RA-2, (Zoning By-law no. 1001) and (By-law concerning minor exemptions no. 1013).

- Intervention of interested persons – as per documents received in writing by the Town Clerk.
- Council decision

- 5.5 Request to authorize modifications to the facades of a semi-detached single-family home located at **32, rue Dufferin**, lot no. 2 088 401, Zone RB-5, (Zoning By-law no. 1001), (SPAIP By-law no. 775).

- 5.6 Request to authorize an addition for a detached single-family home located at **27, rue Granville**, lot no. 2 089 081, Zone RA-1, (Zoning By-law no. 1001), (SPAIP By-law no. 775).

6. COUNCIL

- 6.1 Thirteenth renewal of the intermunicipal agreement for the dumping of snow between the Town of Hampstead and the City of Côte Saint-Luc.

7. TOWN CLERK

- 7.1 Adoption of By-law no. 551-2 modifying Garage sales By-law no. 551.
- 7.2 Adoption of By-law no. 710-2 modifying Filming By-law no. 710.
- 7.3 Adoption of By-law no. 795-20 modifying Nuisances By-law no. 795-2.
- 7.4 Adoption of By-law no. 1010-28 modifying Tariffs By-law no. 1010.

8. FINANCE

- 8.1 Approval of the disbursements for the period from July 01 to August 31, 2025, in the total amount of **\$ 4,414,714.83**.

9. PURCHASING

- 9.1 Authorization for the sale of obsolete equipment.

10. HUMAN RESOURCES

- 10.1 Hiring of **Mrs. Georgiana Florina Nisipeanu** as **Assistant-Treasurer**.
- 10.2 Approval of the hiring lists of white-collar student employees for the Community Services and Recreation department.



HAMPSTEAD

11. SERVICES COMMUNAUTAIRES

Néant

12. INFORMATION ET SÉCURITÉ

- 12.1** Autorisation pour déposer une demande d'aide financière dans le cadre du Programme d'aide financière à la voirie locale – volet soutien (PAVL).

13. AUTRES SUJETS

- 13.1** Affaires nouvelles.
- 13.2** Deuxième période de questions.
- 13.3** Levée de la séance.

Toute personne voulant faire des représentations au conseil municipal doit le faire par écrit à la greffière de la Ville, (bvardin@hampstead.qc.ca), avant lundi, le 29 septembre 2025 à 16:00 heure.

Conformément à la loi, toute question du public peut être posée en langue française aux membres du conseil et d'obtenir également une réponse en français.

Donné à Hampstead, ce 26 septembre 2025.

(s) Poovadee Permal-Vardin

Poovadee Permal-Vardin, greffière

11. COMMUNITY SERVICES

Nil

12. INFORMATION AND SECURITY

- 12.1** Authorization to submit a financial assistance application under the Local Road Assistance Program – support component (PAVL).

13. OTHER MATTERS

- 13.1** Other Business.
- 13.2** Second question period.
- 13.3** Adjournment.

Anyone wishing to make representations to the Municipal Council must do so, to the Town Clerk, at (bvardin@hampstead.qc.ca), before Monday, September 29, 2025, at 4:00 p.m.

Given at Hampstead, this September 26, 2025.

(s) Poovadee Permal-Vardin

Poovadee Permal-Vardin, Town Clerk

RÈGLEMENT N° 551-2

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE
RÈGLEMENT N° 551
CONCERNANT LES VENTES
DE GARAGE**

ATTENDU QUE conformément à l'article 356 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19), avis de motion du présent règlement a été donné et qu'un projet de règlement a été déposé à la séance ordinaire du conseil municipal tenue le 25 août 2025;

ATTENDU QUE tous les membres du conseil ont reçu copie du présent règlement n° 551-2 et déclarent l'avoir lu;

LE 29 SEPTEMBRE 2025, LE CONSEIL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

CHAPITRE I

CHAMP D'APPLICATION

- 1.1 Les ventes de garage sont permises dans les zones résidentielles identifiées comme telles par le règlement de zonage de la Ville, et sont sujettes aux conditions prévues au présent règlement.

CHAPITRE II

PERMIS

- 2.1 Nul ne peut procéder à une vente de garage sans détenir un permis de la Ville émis à cette fin et en avoir acquitté les frais prévus au règlement sur les tarifs en vigueur.
- 2.2 Le permis est obtenu en remplissant une demande sur le site web de la Ville.

CHAPITRE III

OBJETS AUTORISÉS

- 3.1 Toute vente de garage ne doit viser que des objets utilisés ou acquis à des fins domestiques par les occupants de la propriété où ils sont exposés et dont la quantité n'excède par les besoins normaux desdits occupants.

CHAPITRE IV

CONDITIONS GÉNÉRALES

- 4.1 Nul ne peut procéder à plus de deux ventes de garage par année de calendrier pour une même propriété.
- 4.2 Une vente de garage ne peut être tenue que pendant une même journée et uniquement entre 08h30 et 17h30.
- 4.3 Le requérant peut faire la demande d'un changement de date du permis advenant l'annulation de la vente de garage due au mauvais temps.

- 4.4 Toute demande de permis de vente de garage doit être faite sur le site web de la Ville au plus tard une semaine avant la date prévue de la vente.

CHAPITRE V

INFRACTIONS ET PÉNALITÉS

- 5.1 Quiconque contrevient aux dispositions du présent règlement ou tolère ou permet une telle contravention, commet une infraction et est passible d'une amende de 150 \$ dollars pour une première infraction et de 300 \$ pour toute récidive.
- 5.2 Le responsable de l'application du présent règlement est autorisé à exiger de toute personne tenant une vente de garage, pendant les heures d'opération de celle-ci, qu'il lui présente sur demande tout permis émis en vertu du présent règlement.

CHAPITRE VI

DISPOSITION ABROGATIVE ET ENTRÉE EN VIGUEUR

- 6.1 Le présent règlement abroge et remplace le règlement n° 551 ainsi que tous ses amendements et entre en vigueur conformément à la loi.

Jeremy Levi, maire

Poovadee Permal-Vardin, greffière

WHEREAS pursuant to section 356 of the Cities and Towns Act (QRLN, c. C-19), notice of motion for the present By-law has been given and a Draft By-law has been tabled at the Regular Council meeting held on August 25, 2025;

WHEREAS all Council members received a copy of the present By-law no. 551-2 and declare having read it;

ON SEPTEMBER 29, 2025, THE COUNCIL DECREES AS FOLLOWS:

CHAPTER I

APPLICATION

- 1.1 Garage sales are allowed in the residential zones identified as such in the zoning By-law of the Town, and which are subject to the conditions of the present By-law.

CHAPTER II

PERMIT

- 2.1 No one may proceed to a garage sale without holding a permit issued for this purpose by the Town and having paid the fees prescribed in the Tariffs By-law in force.
- 2.2 The permit is obtained by completing an application on the Town’s website.

CHAPTER III

AUTHORIZED OBJECTS

- 3.1 The occupants of the property where a garage sale is taking place may only display objects that they use or have for domestic purposes and quantities of which must not exceed their regular needs.

CHAPTER IV

GENERAL CONDITIONS

- 4.1 No one may proceed to more than two garage sales per calendar year for the same property.
- 4.2 A garage sale can only be held during the same day and only between 8:30 a.m. and 5:30 p.m.
- 4.3 Applicants may request to change the date of the issued permit if the garage sale is cancelled due to bad weather.

- 4.4 An application for a garage sale permit must be completed on the Town's website no later than one week before the expected date of sale.

CHAPTER V

INFRACTIONS AND PENALTIES

- 5.1 Whosoever shall contravene any provision of the present By-law or tolerate or permit any such contravention, shall be guilty of an infraction and liable to a fine of \$150 for a first offence and a fine of \$300 for every repeated offence.
- 5.2 The person responsible for the application of this By-law is authorized to require any person holding a garage sale, during its hours of operation, to submit to him on request any permit issued under this By-law.

CHAPTER VI

RESCINDING AND COMING INTO FORCE

- 6.1 The present By-law repeals and replaces By-law no. 551 and all its amendments and comes into force in accordance with the law.

Jeremy Levi, Mayor

Poovadee Permal-Vardin, Town Clerk

RÈGLEMENT N° 710-2

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE
RÈGLEMENT N° 710 SUR LES
PERMITS DE TOURNAGE**

ATTENDU QUE conformément à l'article 356 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19), avis de motion du présent règlement a été donné et qu'un projet de règlement a été déposé à la séance ordinaire du conseil municipal tenue le 25 août 2025;

ATTENDU QUE tous les membres du conseil ont reçu copie du présent règlement n° 710-2 et déclarent l'avoir lu;

LE 29 SEPTEMBRE 2025, LE CONSEIL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 DÉFINITIONS

Dans le présent règlement, à moins d'indication contraire dictée par le contexte, les termes suivants se définissent comme suit :

- 1.1 « Projet de tournage de catégorie I » signifie :
- a) un projet photographique professionnel dont le personnel total est inférieur à 20 personnes;
 - ou
 - b) un projet de tournage commercial dont le personnel total est inférieur à 20 personnes.
- 1.2 « Projet de tournage de catégorie II » signifie :
- a) un projet photographique professionnel dont le personnel total est de plus de 20 personnes;
 - ou
 - b) un projet de tournage commercial dont le personnel total est de plus de 20 personnes.
- 1.3 « Ville » désigne :
- La Ville de Hampstead.
- 1.4 « Permis » désigne :
- Un permis autorisant la réalisation d'un projet de tournage de catégorie I ou II, délivré conformément au présent règlement.

ARTICLE 2 OBJET

- 2.1 Nul n'est autorisé à réaliser ou à entreprendre un projet de tournage appartenant à la catégorie I ou II dans la Ville, à moins d'avoir obtenu le permis requis, approuvé et délivré par la Ville.

ARTICLE 3 DEMANDE

- 3.1 Aucun permis ne sera délivré, à moins que la personne ou l'entreprise responsable du projet de tournage, ci-dessous dénommée le « requérant », eut rempli une demande sur le site web de la Ville comportant obligatoirement :

- a) le nom, l'adresse courriel, le(s) numéro(s) de téléphone de la personne ou de l'entreprise responsable du projet de tournage;
- b) un résumé détaillé décrivant la nature du projet de tournage;
- c) l'endroit où l'on se propose d'entreprendre le projet de tournage;
- d) un calendrier détaillé du projet de tournage (incluant les activités antérieures et postérieures au tournage);
- e) une liste complète du nombre de véhicules et de l'équipement nécessaire à la production;
- f) un plan détaillé pour le stationnement et/ou l'entreposage desdits véhicules et dudit équipement;
- g) un projet du formulaire de sondage que l'on propose d'utiliser pour sonder les citoyens susceptibles d'être touchés par le projet de tournage proposé;
- h) toutes autres informations demandées par la Ville pour une meilleure compréhension du projet.

ARTICLE 4 DÉPÔT DE LA DEMANDE

- 4.1 Le formulaire de demande et les renseignements connexes dont il est question à l'article 3 doivent parvenir à la Ville au moins 30 jours ouvrables avant la date prévue pour le commencement du projet de tournage.

ARTICLE 5 ASSURANCE

- 5.1 Outre le formulaire de demande, le requérant doit fournir la preuve à la Ville qu'il a contracté une police d'assurance valide en responsabilité civile pour un montant d'au moins 1 000 000 \$.
- 5.2 Malgré les dispositions du paragraphe 5.1, la Ville est habilitée à exiger du requérant qu'il fournisse une assurance en responsabilité civile supplémentaire, en fonction de la portée et des risques supplémentaires associés au projet de tournage proposé.

ARTICLE 6 SONDAGE AUPRÈS DES CITOYENS

- 6.1 Pour tous les projets de tournage de catégorie II, la Ville exige qu'un sondage auprès des citoyens qui peuvent être visés, ou touchés par le projet de tournage, soit complété.
- 6.2 Le sondage doit être mené auprès de deux tiers des citoyens du secteur touché, déterminé par la Ville.
- 6.3 De tous les citoyens interrogés, deux tiers ou plus d'entre eux doivent appuyer le projet de tournage pour que la demande de permis soit acceptée.

ARTICLE 7 CIRCULATION ET STATIONNEMENT

- 7.1 Toute mesure prise pour contrôler la circulation et le stationnement reliés au projet de tournage doit être approuvée par la Ville avant la délivrance du permis.
- 7.2 Une fois que le permis est délivré, les mesures autorisées pour contrôler la circulation et le stationnement ne peuvent pas être modifiées sans l'accord de la Ville. Toute modification non autorisée sera considérée comme une violation du présent règlement et fera l'objet des pénalités décrites à l'article 12 du présent règlement.

ARTICLE 8 CAUTIONNEMENT

- 8.1 Avant la délivrance d'un permis, un cautionnement doit être remis à la Ville, sous la forme d'un chèque certifié ou par carte de crédit, tel qu'énoncé dans le règlement des tarifs en vigueur.
- 8.2 La Ville déduira du cautionnement les frais liés aux services et au matériel fournis pour le projet de tournage, incluant sans s'y limiter :
- a) surveillance du site ;
 - b) sondage auprès des citoyens ;
 - c) contrôle de la circulation et du stationnement ;
 - d) nettoyage de la propriété de la Ville ;
 - e) toute autre activité connexe.
- 8.3 Le requérant sera responsable de tous les frais engagés par la Ville qui excèdent le cautionnement fourni mentionné au paragraphe 8.1.
- 8.4 Le solde du cautionnement, après la déduction des frais décrits au paragraphe 8.2, sera remboursé au requérant dans les 10 jours ouvrables suivant la fin du projet de tournage. Aucun intérêt ne sera appliqué au solde du cautionnement remis.

ARTICLE 9 FRAIS DE PERMIS

- 9.1 Les frais exigés pour obtenir un permis de tournage sont ceux énoncés dans le règlement des tarifs en vigueur.

ARTICLE 10 HEURES PERMISES

- 10.1 Le tournage des films dans des zones résidentielles ne sera autorisé qu'entre 7 h et 19 h, du lundi au vendredi, à l'exception des jours fériés où le tournage est interdit en tout temps.
- 10.2 Tout tournage effectué en dehors des heures permises énoncées au paragraphe 10.1 doit être autorisé par la Ville.
- 10.3 La Ville nomme un coordonnateur de site, dont le coût est énoncé dans le règlement des tarifs en vigueur.

ARTICLE 11 MODIFICATIONS AU PERMIS

- 11.1 Une fois le permis autorisé et délivré, les conditions établies pour le projet de tournage ne peuvent pas être modifiées sans l'autorisation préalable de la Ville.
- 11.2 Si les conditions établies pour le projet de tournage sont modifiées sans autorisation, la Ville se réserve le droit d'annuler le permis et d'imposer les pénalités décrites à l'article 12 du présent règlement.

ARTICLE 12 CONTRAVENTIONS, PÉNALITÉS ET RECOURS

- 12.1 Contrevient au présent règlement toute personne physique et toute personne morale de droit privé ou de droit public qui ne se conforme pas aux exigences et obligations prévues à l'une quelconque des dispositions du présent règlement.
- 12.2 Quiconque contrevient à l'une quelconque des dispositions de ce règlement commet une infraction et est passible d'une amende. Dans le cas d'une première infraction, si le contrevenant est une personne physique, cette amende ne peut être inférieure à 500 \$ (amende minimum) et ne doit pas excéder 1 000 \$. Dans le cas d'une récidive, si le contrevenant est une personne physique, cette amende ne peut être inférieure à 1 000 \$ (amende minimum) et ne doit pas excéder 2 000 \$.

- 12.3 Dans le cas d'une première infraction, si le contrevenant est une personne morale, cette amende ne peut être inférieure à 1 000 \$ (amende minimum) et ne doit pas excéder 2 000 \$. Dans le cas d'une récidive, si le contrevenant est une personne morale, cette amende ne peut être inférieure à 2 000 \$ (amende minimum) et ne doit pas excéder 4 000 \$.

ARTICLE 13 VISITE

- 13.1 Le représentant de la Ville est autorisé à visiter et à examiner toute propriété immobilière ou mobilière, ainsi que l'intérieur ou l'extérieur de toute maison, bâtiment ou édifice, à tout moment raisonnable. Cela vise à s'assurer que les règlements municipaux de la Ville sont exécutés, à vérifier toute information ou à consigner tout fait nécessaire pour permettre à la Ville d'exercer ses pouvoirs d'octroi de permis, de délivrer un avis de conformité ou de fournir une autorisation ou tout autre type de permission en vertu des lois ou règlements municipaux applicables.

À ces fins, les propriétaires ou occupants desdits biens, bâtiments ou édifices, ainsi que tout entrepreneur ou toute personne travaillant sur ceux-ci, doivent permettre au représentant de la Ville d'entrer dans les lieux. Sur demande, tout représentant de la Ville effectuant une inspection doit s'identifier et confirmer son statut.

ARTICLE 14 ENTRÉE EN VIGUEUR

- 14.1 Le présent règlement abroge et remplace le règlement n° 710 ainsi que tous ses amendements et entre en vigueur conformément à la loi.

Jeremy Levi, maire

Poovadee Permal-Vardin, greffière

WHEREAS pursuant to section 356 of the Cities and Towns Act (QRLN, c. C-19), notice of motion for the present By-law has been given and a Draft By-law has been tabled at the Regular Council meeting held on August 25, 2025;

WHEREAS all Council members received a copy of the present By-law no. 710-2 and declare having read it;

ON SEPTEMBER 29, 2025, THE COUNCIL DECREES AS FOLLOWS:

SECTION 1 DEFINITIONS

In this By-law, unless otherwise indicated by the context, the following words shall have the following meaning:

- 1.1 “Category I Filming Project” means:
 - a) a professional photography project of which the personnel is less than 20 persons;
 - or
 - b) a commercial filming project of which the personnel is less than 20 persons.
- 1.2 “Category II Filming Project” means:
 - a) a professional photography project of which the personnel is totalling more than 20 persons;
 - or
 - b) a commercial filming project of which the personnel is totalling more than 20 persons.
- 1.3 “Town” means the Town of Hampstead.
- 1.4 “Permit” means a permit authorizing the filming of a Category I or Category II Filming Project issued in accordance with this By-law.

SECTION 2 SCOPE

- 2.1 No person shall make or carry out a Category I or Category II Filming Project within the Town without having obtained the required permit as approved and issued by the Town.

SECTION 3 APPLICATION

- 3.1 No permit shall be issued unless the person or company responsible for the Filming Project, hereinafter called the Applicant has completed an application on the Town’s website that must include:
 - a) the name, email address and telephone number(s) of the person or company that will be responsible for the Filming Project;
 - b) a detailed summary of the nature of the Filming Project;
 - c) the location where it is proposed to carry out the Filming Project;

- d) a detailed schedule of the Filming Project (including pre and post filming activities);
- e) a detailed list of the number of vehicles and related production equipment;
- f) a detailed plan for the parking and/or storage of said vehicles and equipment;
- g) a draft of the survey form that is proposed to be used to poll residents who may be affected by the proposed Filming Project.
- h) Any other information requested by the Town of a better understanding of the project.

SECTION 4 SUBMISSION OF APPLICATION

- 4.1 The application form and related information referred to in Section 3 shall be submitted to the Town at least 30 working days prior to the proposed starting date of the Filming Project.

SECTION 5 INSURANCE

- 5.1 In addition to the application form, the applicant shall also submit to the Town confirmation of a valid insurance policy, which provides for a minimum of \$1,000,000 in civil liability coverage.
- 5.2 Notwithstanding subsection 5.1, the Town may request the applicant to provide additional civil liability coverage depending upon the scope and related additional risks associated with the proposed Filming Project.

SECTION 6 CITIZEN SURVEY

- 6.1 For all Category II Filming Projects, the Town requires a survey of residents who may be implicated or affected by the proposed Filming Project.
- 6.2 At least two-thirds of the households in the affected area as determined by the Town shall be surveyed.
- 6.3 Of the households surveyed, two thirds or more must support the proposed Filming Project or the permit application will be rejected.

SECTION 7 TRAFFIC AND PARKING

- 7.1 All arrangements for traffic and parking control related to the Filming Project must be approved by the Town prior to the issuance of the Permit.
- 7.2 After the issuance of the Permit, no deviation from the approved traffic and parking control arrangements shall be permitted without the prior approval of the Town. Any deviation without the required prior approval shall be deemed a violation of this By-law and shall be subject to the penalties outlined in Section 12 of this By-law.

SECTION 8 DEPOSIT

- 8.1 Prior to the issuance of a Permit, a deposit, in the form of a certified cheque or by credit card, shall be made with the Town as specified in the Tariffs By-law in force.
- 8.2 The Town shall deduct from said deposit compensation for all costs incurred for services and materials provided related to the Filming Project, including but not limited to:
 - a) site supervision,
 - b) resident surveys,
 - c) traffic and parking control,
 - d) cleaning-up of the Town's property,

e) all other related activities.

- 8.3 The applicant shall be responsible for all costs incurred by the Town in excess of the deposit made as referred to in subsection 8.1.
- 8.4 Any balance of the deposit, after deduction of costs incurred as outlined in subsection 8.2, shall be reimbursed to the applicant within 10 working days after completion of the Filming Project. No interest shall be applicable to any balance of deposit returned.

SECTION 9 PERMIT FEES

- 9.1 The fees for a filming permit shall be those specified in the Tariffs By-law in force.

SECTION 10 PERMITTED HOURS

- 10.1 Filming Projects at a site on a residential street shall be restricted between the hours of 8:00 a.m. and 9:00 p.m. only, Monday through Friday, except statutory holidays, on which filming is prohibited at all time.
- 10.2 Any filming outside of the hours specified in subsection 10.1 must receive the prior approval of the Town.
- 10.3 The Town shall appoint a site coordinator, the cost of which is stated in the Tariffs By-law in force.

SECTION 11 MODIFICATIONS TO PERMIT

- 11.1 Upon approval and issuance of a Permit, no changes or modifications to the approved terms and conditions of the Filming Project will be permitted without the prior approval of the Town.
- 11.2 In the event of any unauthorized modifications to the approved terms and conditions of the Filming Project, the Town has the authority to immediately revoke the Permit and apply the penalties as outlined in Section 12 of this By-law.

SECTION 12 INFRINGEMENT, PENALTY AND REMEDY

- 12.1 Commits an infraction to this By-law, any public or private corporation under public or private Law and any individual who does not comply to the requirements and obligations provided at any provision of this By-law.
- 12.2 Whoever infringes any provision of this By-law commits an offence and is liable to a fine. In the event of a first offence, if the offender is a natural person this fine may not be less than \$500 (minimum fine) or greater than \$1,000. In the case of a second or subsequent offence, if the offender is a natural person the fine may not be less than \$1,000 (minimum fine) or greater than \$2,000.
- 12.3 In the event of a first offence, if the offender is a legal person, this fine may not be less than \$1,000 (minimum fine) or greater than \$2,000. In the case of a second or subsequent offence, if the offender is a legal person the fine may not be less than \$2,000 (minimum fine) or greater than \$4,000.

SECTION 13 VISITS

13.1 The Town's representative is authorized to visit and examine any immovable or movable property, as well as the interior or exterior of any houses, buildings, or edifices, at all reasonable times. This is to ensure that the Town’s By-laws are being applied, to verify any information, or to record any facts necessary for the Town to exercise its permit-granting powers, issue a notice of compliance, or provide authorization or any other type of permission under the powers conferred by applicable laws or By-laws.

For these purposes, the owners or occupants of the said properties, buildings, or edifices, as well as any contractor or person working on them, must allow the Town to enter the premises. Upon request, any Town's representative conducting an inspection must identify themselves confirming their status.

SECTION 14 COMING INTO FORCE

14.1 The present By-law repeals and replaces By-law no. 710 and all its amendments and comes into force in accordance with the law.

Jeremy Levi, Mayor

Poovadee Permal-Vardin, Town Clerk

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE
RÈGLEMENT DE NUISANCES
N° 795**

ATTENDU QUE conformément à l'article 356 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19), avis de motion du présent règlement a été donné et qu'un projet de règlement a été déposé à la séance ordinaire du conseil municipal tenue le 25 août 2025;

ATTENDU QUE tous les membres du conseil ont reçu copie du présent règlement n° 795-20 et déclarent l'avoir lu;

LE 29 SEPTEMBRE 2025, LE CONSEIL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

1. L'article 1 DÉFINITIONS est modifié par l'ajout de la définition 1.17 « Animal sauvage » après 1.16 « Équipement de construction » :

1.17 « Animal sauvage » – L'animal sauvage qui vit dans la nature, tels que les écureuils, les lapins ou lièvres, les moufettes, les oiseaux, les rats laveurs, les rats ou les souris.

2. L'article 3.11, est modifié à l'alinéa 1 par le remplacement des mots « la faune » par « des animaux sauvages » entre les mots « nourrir » et « sur »; et par l'ajout des mots « et privée » après les mots « propriété publique » :

3.11 Le fait de garder des animaux de ferme ou des animaux autres que des animaux domestiques et de nourrir des animaux sauvages sur une propriété publique et privée.

3. L'article 3.12, l'alinéa 2 est modifié comme suit :

3.12 Nonobstant ce qui précède, les entrepreneurs privés peuvent déposer de la neige dans la rue conformément au règlement de déneigement en vigueur.

4. L'article 3.16, l'alinéa 2 est modifié comme suit :

3.16 Nonobstant ce qui précède, les entrepreneurs privés autorisés par la Ville, ainsi que les employés de la Ville, peuvent déposer de la neige sur un terrain privé ou la voie publique, et ce, conformément au de déneigement en vigueur.

5. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Jeremy Levi, maire

Poovadee Pernal-Vardin, greffière

**PROVINCE OF QUÉBEC
TOWN OF HAMPSTEAD**

BY-LAW NO. 795-20

BY-LAW MODIFYING NUISANCES BY-LAW NO. 795

WHEREAS pursuant to section 356 of the Cities and Towns Act (QRLN, c. C-19), notice of motion for the present By-law has been given and a Draft By-law has been tabled at the Regular Council meeting held on August 25, 2025;

WHEREAS all Council members received a copy of the present By-law no. 795-20 and declare having read it;

ON SEPTEMBER 29, 2025, THE COUNCIL DECREES AS FOLLOWS:

1. Section 1, DEFINITIONS is modified by the addition of definition 1.17 “Wild Animal” after 1.16 “Construction Equipment”:

1.17 “Wild Animal” – All wild animals such as squirrels, rabbits or hares, skunks, birds, raccoons, rats, or mice.

2. Section 3.11, sub-paragraph 1, is modified by replacing the word “wildlife” with “wild animals” between the words “feeding of” and “on public”; and adding the words “and private” after the words “on public” and before “property”:

3.11 The keeping of any farm animal or other non-domestic animal and the feeding of wild animals on public and private property.

3. Section 3.12, sub-paragraph 2, is modified as follows:

3.12 Notwithstanding the above, private contractors may deposit snow on the street as per the snow removal By-law in force.

4. Section 3.16, sub-paragraph 2, is modified as follows:

3.16 Notwithstanding the above, private contractors authorized by the Town, as well as Town employees, may deposit snow on private land and on the street as per the snow removal By-law in force.

5. This By-law will come into force in accordance with the law.

Jeremy Levi, Mayor

Poovadee Permal-Vardin, Town Clerk

RÈGLEMENT N° 1010-28

RÈGLEMENT MODIFIANT LE
RÈGLEMENT DE TARIFS N° 1010

ATTENDU QUE conformément à l'article 356 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19), avis de motion du présent règlement a été donné et qu'un projet de règlement a été déposé à la séance ordinaire du conseil municipal tenue le 25 août 2025;

ATTENDU QUE tous les membres du conseil ont reçu copie du présent règlement n° 1010-28 et déclarent l'avoir lu;

LE 29 SEPTEMBRE 2025, LE CONSEIL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

1. L'annexe F est modifiée par :

- a) L'abrogation, à l'article 5. CERTIFICATS D'AUTORISATION ET D'OCCUPATION, du paragraphe *e. Un usage provisoire, à savoir une vente de garage* et de son sous-paragraphe *i. Frais exigible pour une demande et permis pour une vente de garage.*
- b) L'ajout, à la suite de l'article 10. DÉPÔT DE GARANTIE, de l'article 11. VENTES DE GARAGE :

11. VENTES DE GARAGE :

- a. Frais exigible pour une demande et permis pour une vente de garage : **Aucun**

- c) L'ajout, à la suite de l'article 11. VENTES DE GARAGE, de l'article 12. TOURNAGES :

12. TOURNAGES

- a. Les montants de cautionnement exigés avant la délivrance d'un permis de tournage sont énoncés comme suit :
 - i. pour un projet de tournage de catégorie I : **500\$**
 - ii. pour un projet de tournage de catégorie II : **15 000\$**
- b. Les montants de cautionnement exigés avant la délivrance d'un permis de tournage sont énoncés comme suit :
 - i. par jour de tournage pour un projet de catégorie I : **500\$**
 - ii. par jour de tournage pour un projet de catégorie II : **3 000\$**

- d) La renumérotation de l'article 11. CONDITIONS, vers article 13. CONDITIONS

2. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Jeremy Levi, maire

Poovadee Permal-Vardin, greffière

ANNEXE F

Aménagement urbain et inspection des bâtiments

1. DEMANDE D'UN PROJET PARTICULIER DE CONSTRUCTION, DE MODIFICATION OU D'OCCUPATION D'UN IMMEUBLE (PPCMOI)	
a. Frais particulier de la demande :	1040 \$
b. Frais de fabrication et d'installation de l'enseigne ou affiche sur les lieux concernés :	832 \$
2. DEMANDE DE LOTISSEMENT	
Frais exigible pour toute demande de lotissement, en sus des frais et tarifs pour l'émission du permis nécessaire, pour chaque lot créé ou à être créé :	520 \$
3. PERMIS DE CONSTRUCTION	
Frais de base exigible pour toute demande initiale de permis de construction, en sus des frais d'émission du permis nécessaire :	156 \$
a. Nouvelle construction, rénovation majeure, transformation ou agrandissement d'un bâtiment existant Pour l'émission d'un permis pour la construction d'un bâtiment, la rénovation ou la transformation majeure d'un bâtiment existant ou l'ajout d'une surface égale à ou supérieure à 40 m², le montant est calculé sur la base de la valeur estimée des travaux à effectuer, comme suit :	
i. 10,19 \$ par tranche de 1 000,00 \$ de la valeur des travaux;	
ii. Nonobstant les dispositions du paragraphe i ci-dessus, le coût ne doit pas être inférieur à 41,60 \$ le m², y compris le niveau du sous-sol, pour les nouvelles constructions et l'expansion, et au moins 26,00 \$ le m² pour les transformations majeures ou les rénovations majeures, y compris le sous-sol.	
b. Autres projets de construction Pour l'émission d'un permis de construction ou d'un certificat d'autorisation lorsque la valeur des travaux excède 2000,00 \$, tel que réparations, agrandissement d'une superficie inférieure à 40 m², modifications, transformations, piscines, remplacement de portes et fenêtres, etc., le montant est calculé sur la base de la valeur estimée des travaux, comme suit:	
10,19 \$ par tranche de 1 000,00 \$ de la valeur des travaux;	
i. <u>Vérification de la valeur estimée</u> La Ville, lorsqu'elle estime que la valeur estimée des travaux tel que soumis ne représente pas les coûts réels de construction, se réserve le droit d'effectuer une contre-vérification des coûts soumis par un évaluateur indépendant. Dès que cette vérification sera complétée, la ville facturera de nouveau le demandeur pour tous les coûts additionnels engendrés par cette vérification, si les montants sont supérieurs à 10 000 \$ ou plus élevés. Dans l'éventualité où, après une période de 7 jours ouvrable, la facture n'est pas acquittée par le demandeur, la ville se réserve le droit de révoquer le permis émis et ordonner l'arrêt du chantier jusqu'au paiement de cette facture.	
c. Renouvellement des permis de construction et certificats d'autorisation Il est de la responsabilité du propriétaire de procéder au renouvellement de tout permis de construction ou certificat d'autorisation périmé lorsque les travaux prévus ne sont pas terminés dans les délais fixés dans le permis ou le certificat.	

1. Le coût du premier renouvellement d’un permis de construction ou d’un certificat d’autorisation correspond à 100 % du coût initial ;	
2. Le coût d’un deuxième et dernier renouvellement d’un permis de construction ou d’un certificat d’autorisation correspond à 150% du coût initial ;	
d. Remboursement partiel du coût de renouvellement d’un permis ou d’un certificat d’autorisation La Ville peut rembourser une partie du coût du premier et du deuxième renouvellement d’un permis pour un nouveau bâtiment si les travaux faisant l’objet du renouvellement se terminent dans un délai de 9 mois, selon les modalités suivantes.	
1. Si les travaux faisant l’objet du renouvellement sont terminés dans les 3 mois qui suivent le renouvellement, la Ville remboursera au propriétaire 75 % du coût de renouvellement du permis;	
2. Si les travaux faisant l’objet du renouvellement sont terminés dans les 6 mois qui suivent le renouvellement, la Ville remboursera au propriétaire 50 % du coût de renouvellement du permis;	
3. Si les travaux faisant l’objet du renouvellement sont terminés dans les 9 mois qui suivent le renouvellement, la Ville remboursera au propriétaire 25 % du coût de renouvellement du permis;	
4. Aucun remboursement ne sera accordé au-delà de 9 mois suivant le renouvellement;	
5. Seul l’inspecteur de la Ville peut établir la date d’achèvement des travaux. Le propriétaire étant tenu d’aviser l’inspecteur de la Ville lorsque les travaux sont presque terminés;	
6. La date d’achèvement des travaux correspond à la date d’occupation.	
4. LE COMITE CONSULTATIF D’URBANISME (CCU)	
Frais exigibles pour toute demande devant être acheminée au comité consultatif en urbanisme (CCU) :	936 \$
5. CERTIFICATS D’AUTORISATION ET D’OCCUPATION	
a. La démolition d’une construction (bâtiment principal)	
i. Frais de base de la demande initiale :	156 \$
ii. Transmission et étude de la demande par le comité de démolition :	624 \$
iii. Frais de publication de chaque avis public nécessaire :	416 \$
iv. Émission du permis : les frais exigibles pour l’émission d’un permis sont calculés au taux de 1,5% de l’évaluation municipale de chaque bâtiment visé par la demande à la date de début des travaux.	
b. Le déplacement d’une construction	
i. Frais de base de la demande initiale :	156 \$
ii. Frais exigibles pour l’émission d’un permis :	104 \$
c. L’utilisation d’une emprise publique lors de travaux	

i. Demande et permis : (dans le cas d'un gros équipement ou de véhicules) pour chaque équipement, véhicule motorisé ou camion et par jour :	104 \$
d. Un changement d'usage	
i. Frais de base pour la demande initiale :	156 \$
ii. Frais exigible pour l'émission d'un permis :	104 \$
e. L'installation d'une enseigne	
i. Frais de base pour la demande initiale :	156 \$
ii. Frais exigible pour l'émission d'un permis :	26 \$ par m ² *156 \$ min.
f. L'abattage d'arbres	
i. Frais pour l'émission du permis en application de la Section 2, Plantation et abattage d'arbres, du règlement 1001 et ses amendements sur le zonage.	156 \$
g. L'implantation d'une antenne privée.	
i. Frais exigible pour la demande initiale et l'émission du permis pour une antenne d'une dimension supérieure à 24 pouces de diamètre :	156 \$
h. La démolition d'une construction (autre qu'un bâtiment principal ex : piscine, cabanon, etc.) :	
i. Frais de base pour la demande initiale :	156 \$
ii. Frais exigibles pour l'émission d'un permis, le montant est calculé sur la base de la valeur estimée des travaux, comme suit :	
10,19 \$ par tranche de 1 000,00 \$ de la valeur des travaux.	
i. La modification ou la réparation d'une construction	
i. Frais de base pour la demande initiale :	156 \$
ii. Frais exigibles pour l'émission d'un permis, le montant est calculé sur la base de la valeur estimée des travaux, comme suit :	
10,19 \$ par tranche de 1 000,00 \$ de la valeur des travaux.	
j. L'implantation d'une clôture, d'une haie, d'un muret ornemental ou d'un mur de soutènement	
i. Frais de base pour la demande initiale :	156 \$
ii. Frais exigibles pour l'émission d'un permis, le montant est calculé sur la base de la valeur estimée des travaux, comme suit :	
10,19 \$ par tranche de 1 000,00 \$ de la valeur des travaux.	
k. L'aménagement d'un terrain	
i. Frais de base pour la demande initiale :	156 \$

ii. Frais exigibles pour l’émission d’un permis, le montant est calculé sur la base de la valeur estimée des travaux, comme suit :	
10,19 \$ par tranche de 1 000,00 \$ de la valeur des travaux.	
l. L’implantation d’appareils mécaniques ou réservoirs	
i. Frais de base pour la demande initiale :	156 \$
ii. Frais exigibles pour l’émission d’un permis, le montant est calculé sur la base de la valeur estimée des travaux, comme suit :	
10,19 \$ par tranche de 1 000,00 \$ de la valeur des travaux.	
m. L’implantation d’une piscine, d’un spa ou bassin artificiel	
i. Frais de base pour la demande initiale :	156 \$
ii. Frais exigibles pour l’émission d’un permis, le montant est calculé sur la base de la valeur estimée des travaux, comme suit :	
10,19 \$ par tranche de 1 000,00 \$ de la valeur des travaux.	
6. DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE	
a. Aux règlements de zonage ou lotissement	
i. Frais de base pour la demande initiale :	936 \$
b. Au règlement interdisant la conversion en condominiums	
i. Frais de base pour la demande initiale :	936 \$
ii. Frais de publication de chaque avis public nécessaire :	416 \$
7. TRANSMISSION DE DOCUMENTS NUMÉRIQUES	
a. Montant par photocopie ou par page numérisée :	0,41 \$
8. PAIEMENT POUR L’OBTENTION D’UNE COPIE DE PLAN	
Frais pour chaque dépôt de demande de copie de plan: *Tout coût excédentaire de numérisation et/ou d’impression de documents sera facturé par la ville avant leur remise au requérant.	104 \$
9. LOCATION DU DOMAINE PUBLIC	
a. Pour une location annuelle du domaine public	
i. Frais de base pour la demande initiale	520 \$
ii. Frais annuel Le calcul de terrain public loué sera calculé au prorata de la valeur foncière de la propriété fournie par le rôle d’évaluation foncière pour l’année en cours.	3% de la valeur
iii. Indexation du frais annuel À la fin de la période de location initiale, et chaque année par la suite, le loyer sera augmenté en fonction de l’augmentation en pourcentage de l’indice des prix à la consommation (IPC) publié par Statistique Canada pour les 12 mois précédents, tel que le loyer annuel. Le loyer ajusté sera payable à la date anniversaire de la location.	

b. Pour une location annuelle du domaine public aérien		Aucun
10. DÉPÔT DE GARANTIE		
a. Permis de construction et certificats		
1. La Ville exige, comme condition préalable à la délivrance d’un permis ou d’un certificat, des dépôts de garantie afin de couvrir les dommages potentiels pouvant être causés aux biens et installations municipales ou à la propriété publique (trottoirs, rues, arbres, bornes fontaines, lampadaires, gicleurs, etc.).		
2. La Ville exige, comme condition préalable à la délivrance d’un permis ou d’un certificat, des dépôts de garantie pour s’assurer que les compteurs d’eau seront installés en conformité avec la réglementation municipale. Ces dépôts sont requis pour toute construction neuve, agrandissement excédant 100 m ² d’aire de plancher par étage, subdivision d’un immeuble en copropriété divise et transformation majeure.		
3. Si les travaux salissent les trottoirs ou la voie publique, la Ville pourra saisir totalement ou en partie le dépôt de garantie, après en avoir avisé le propriétaire, pour couvrir les coûts de nettoyage.		
4. Si les travaux causent des dommages à la propriété publique, la Ville pourra saisir totalement ou en partie le dépôt de garantie, après en avoir avisé le propriétaire, pour couvrir les coûts de réparation.		
5. Si le dépôt de garantie ne suffit pas à couvrir l’ensemble des dommages, le propriétaire devra compenser à la Ville la différence entre les coûts réels et le montant du dépôt de garantie sur présentation d’un relevé détaillé des coûts.		
6. Le dépôt de garantie est remis au propriétaire à la fin des travaux si aucun dommage aux biens et installations municipales ou à la propriété publique n’est constaté par l’inspecteur municipal.		
b. Les frais exigibles à titre de dépôt de garantie sont établis comme suit :		
1. Pour toute nouvelle construction :		10 000 \$
2. Travaux majeurs d’agrandissement (plus que 40m ²) ou transformation de l’immeuble :		10 000 \$
3. Installation d’un système géothermique :		2 500 \$
4. Décontamination de terrain :		2 500 \$
5. Allées véhiculaires et murs de soutènement :		2 500 \$
6. Agrandissement mineur (moins que 40m ²) :		2 500 \$
7. Aménagement paysager :		2 500 \$
8. Piscines (installation, enlèvement, modifications, etc.) :		2 500 \$
9. Travaux en façade avant :		2 500 \$
10. Porches, escaliers en béton et allées piétonnes :		2 500 \$
11. Drains français et réparations de fondation/pieux :		2 500 \$
12. Raccordement aux services municipaux :		2 500 \$

13. Enlèvement de réservoirs :	2 500 \$
14. Compteurs d’eau (pour chaque compteur)	3000\$
11. VENTES GARAGES	
a. Frais exigible pour une demande et permis pour une vente de garage :	Aucun \$
12. TOURNAGES	
a. Les montants de cautionnement exigés avant la délivrance d’un permis de tournage sont énoncés comme suit :	
i. pour un projet de tournage de catégorie I :	500\$
ii. pour un projet de tournage de catégorie II :	15 000\$
b. Les montants de cautionnement exigés avant la délivrance d’un permis de tournage sont énoncés comme suit :	
i. par jour de tournage pour un projet de catégorie I :	500\$
ii. par jour de tournage pour un projet de catégorie II :	3 000\$
13. CONDITIONS	
Les tarifs doivent être payés avant d’enregistrer toute demande de permis ou de certificat. Ces frais peuvent être ajustés plus tard, avant la délivrance du permis ou du certificat demandé. Tous les tarifs sont non remboursables.	

PROVINCE OF QUÉBEC
TOWN OF HAMPSTEAD

BY-LAW NO. 1010-28

BY-LAW MODIFYING TARIFFS
BY-LAW NO. 1010

WHEREAS pursuant to section 356 of the Cities and Towns Act (QRLN, c. C-19), notice of motion for the present By-law has been given and a Draft By-law has been tabled at the Regular Council meeting held on August 25, 2025;

WHEREAS all Council members received a copy of the present By-law no. 1010-28 and declare having read it;

ON SEPTEMBER 29, 2025, THE COUNCIL DECREES AS FOLLOWS:

1. Annex F is modified by:
- a) Repeal, under section 5. CERTIFICATES OF AUTORISATION, of paragraph e. *A provisional use, for example: a garage sale*, and its sub-paragraph i. *Fees required for a request and permit for a garage sale*;
 - b) The addition, after section 10. GARANTEE DEPOSIT, of section 11. GARAGE SALES:
11. GARAGE SALES:
 - a. Fees required for a request and permit for a garage sale: **None**;
 - c) The addition, after section 11. GARAGE SALES, of section 12. FILMING:
12. FILMING:
 - a. The deposits required prior to the deliverance of a filming permit are set out as follows:
 - i. for a Category I Filming Project: **\$500**
 - ii. for a Category II Filming Project: **\$15,000**;
 - b. The administration fees related to the issuance of a filming permit are set out as follows:
 - i. per day of filming for a Category I Project: **\$500**
 - ii. per day of filming for a Category II Project: **\$3,000**;
 - d) The modification of section 11. CONDITIONS, to 13. CONDITIONS.
2. This By-law will come into force in accordance with the law.

Jeremy Levi, Mayor

Poovadee Permal-Vardin, Town Clerk

ANNEX F

Urban Planning and Building Inspection

1. REQUEST FOR A PARTICULAR CONSTRUCTION OR MODIFICATION PROJECT OR A BUILDING OCCUPATION (PPCMOI)	
a. Charges for the specific request:	\$1,040
b. Cost of construction and installation of the sign:	\$832
2. SUBDIVISION REQUESTS	
Charges for all subdivision requests, in addition to the tariff for the issuing of the necessary permit, for each new lot created or to be created:	\$520
3. CONSTRUCTION PERMITS	
Base cost for any initial request for a construction permit in addition to the cost to issue the permit:	\$156
a. New construction, major renovation, transformation or expansion of an existing building For the issuing of a construction permit for the construction of a building, the renovation, or a major transformation of an existing building or for an addition to a building of an area equal to or greater than 40 m ² , the amount is calculated based on the estimated value of the work to be performed as follows:	
i. \$10.19 per \$1,000.00 of the value of the work;	
ii. Notwithstanding the provisions of paragraph i above, the cost shall not be less than \$41.60 per m ² , including the basement level, for new constructions and expansion, and not less than \$26.00 per m ² for major transformations or major renovations including the basement level.	
b. Other construction projects For the issuing of a construction permit when the value of the work exceeds \$2,000.00, such as for repairs, enlargements of an area smaller than 40 m ² , modifications, transformations, pools, replacement of doors or windows, etc., the amount is calculated based on the value of the work, as follows:	
\$10.19 per \$1,000.00 of the value of the work;	

i. Checking the estimated value The Town, when it considers that the estimated value of the work as submitted does not represent the actual construction costs, reserves the right to carry out a counter-verification of the costs submitted by an independent evaluator. As soon as this verification is completed, the Town will bill the applicant again, if the amounts are higher than 10,000\$ or more, for all the additional costs generated by this verification. In the event that, after a period of 7 working days, the invoice is not paid by the applicant, the Town reserves the right to revoke the permit issued and order the site to be stopped until payment of this invoice.
c. Renewal of construction permits or certificates An owner is required to renew any construction permit or certificate of authorization that has lapsed when the planned work has not been completed within the time period set out in the permit or certificate.
1. The cost of a first renewal of a construction permit or a certificate of authorization shall be equal to 100 % of the initial cost;
2. The cost of the second and last renewal of a construction permit or a certificate of authorization shall be equal to 150% of the initial cost;
d. Partial reimbursement of the cost of a permit renewal for a new building The Town may reimburse a portion of the cost of the first and second renewal of a construction permit for a new building if the work that is the subject of the renewal is finished within 9 months, subject to the following conditions.
1. If the work that is the subject of the renewal is finished within three months after the renewal, the Town will reimburse to the owner 75% of the cost of the renewal of the permit;
2. If the work that is the subject of the renewal is finished within six months after the renewal, the Town will reimburse to the owner 50% of the cost of the renewal of the permit;
3. If the work that is the subject of the renewal is finished within nine months after the renewal, the Town will reimburse to the owner 25% of the cost of the renewal of the permit;
4. No reimbursement will be made beyond 9 months after the renewal;
5. Only the Town Inspector may establish the date of completion of the work. The owner is required to inform the Town Inspector when the work is approaching completion;
6. The date of completion of the work corresponds to the date of occupation.

4. THE URBAN PLANNING COMMITTEE (PAC)	
Fees due for requests to be presented to the Urban Planning Committee (PAC) :	\$936
5. CERTIFICATES OF AUTORISATION	
a. Demolition (main building)	
i. Basic fees for an initial request:	\$156
ii. Transfer and review of the request by the Demolition Committee:	\$624
iii. Fees for publication of any Notice required:	\$416
iv. Issuing of a permit: The fees for the issuing of a permit shall be calculated at a rate of 2.5% of the municipal evaluation of each building that is the subject of the work.	
b. The relocation of a construction project	
i. Basic fees for the initial request:	\$156
ii. Fees for the issuing of a permit:	\$104
c. The use of a roadway during construction work.	
i. Request and Permits: (for large equipment or vehicles) for each piece of equipment, motorized vehicles, or trucks, per day:	\$104
d. Change of use	
i. Basic fees for the initial request:	\$156
ii. Fees for the issuing of a permit:	\$104
e. Installation of a sign	
i. Basic fees for the initial request:	\$156
ii. Fees for the issuing of a permit:	\$26 per m² *\$156 min.

f. The felling of trees	
i. Fees required for the issuing of a permit in application of Division 2, Plantation and cutting of trees, By-law 1001 and his amendments on zoning.	\$156
g. Installation of a private antenna	
i. Fees required for the initial request and issuing of the permit for an antenna over the maximum size of 24 inches in diameter:	\$156
h. Demolition (other than a main building e.g.: pool, shed, etc.)	
i. Basic fees for the initial request:	\$156
ii. Fees required for the issuing of a permit: the amount is calculated based on the estimated value of the work, as follows:	
\$10.19 per \$1,000.00 of the value of the work.	
i. Modification or repairs to the building	
i. Basic fees for the initial request:	\$156
ii. Fees required for the issuing of a permit: the amount is calculated based on the estimated value of the work, as follows:	
\$10.19 per \$1,000.00 of the value of the work.	
j. Installation of a fence, hedge, ornamental wall	
i. Basic fees for the initial request:	\$156
ii. Fees required for the issuing of a permit: the amount is calculated based on the estimated value of the work, as follows:	
\$10.19 per \$1,000.00 of the value of the work.	
k. Landscaping	
i. Basic fees for the initial request:	\$156

ii. Fees required for the issuing of a permit: the amount is calculated based on the estimated value of the work, as follows:	
\$10.19 per \$1,000.00 of the value of the work.	
l. Installation of mechanical apparatuses or reservoirs	
i. Basic fees for the initial request:	\$156
ii. Fees required for the issuing of a permit: the amount is calculated based on the estimated value of the work, as follows:	
\$10.19 per \$1,000.00 of the value of the work.	
m. Installation of a pool, spa, or artificial basin	
i. Basic fees for the initial request:	\$156
ii. Fees required for the issuing of a permit: the amount is calculated based on the estimated value of the work, as follows:	
\$10.19 per \$1,000.00 of the value of the work.	
6. REQUEST FOR A MINOR EXEMPTION	
a. To the Zoning or Subdivision By-law	
i. Fees for the initial request:	\$936
b. To the By-law prohibiting the conversion into condominiums	
i. Fees for the initial request:	\$936
ii. Fees for the publication of all required public notices:	\$ 416
7. TRANSMISSION OF DIGITAL DOCUMENTS	
a. Charge per photocopied page and/or per digital document file:	\$0.41
8. REQUEST FEE FOR A COPY OF A PLAN	
Fee for each application for a copy of a plan:	\$104

9. RENTAL OF THE PUBLIC DOMAIN	
a. For the annual renting of the public domain	
i. Non-refundable fees for the initial request	\$520
ii. Annual fee The calculation of the public land rented will be prorated based on the property value provided by the property assessment role for the current year.	3 % of the value
iii. Indexation of the annual fee At the end of the initial rental period, and annually thereafter, the rent will be increased based on the percentage increase according to the Consumer Price index (CPI) published by Statistics Canada for the preceding 12 months, such as the annual rent. The adjusted rent shall be payable on the anniversary of the rental.	
b. For the annual aerial renting of the public domain	None
10. GARANTEE DEPOSIT	
a. Construction permits and certificates	
1. As a precondition to the issuing of a permit or certificate, the Town requires guarantee deposits to cover any potential damages that may be caused to the municipality's goods or installations or to public property (sidewalks, streets, trees, fire hydrants, sprinklers, etc.).	
2. The town requires, as a prerequisite for the issuance of a permit or certificate, security deposits to ensure that water meters will be installed in accordance with municipal regulations. These deposits are required for any new construction, expansion exceeding 100 m ² of floor area per floor, subdivision of a building in divided co-ownership and major transformation.	
3. If the work should soil the sidewalks or the street, the Town may seize the guarantee deposit, in whole or in part, to cover clean-up costs, after having advised the owner thereof.	
4. If the work should damage public property, the Town may seize the guarantee deposit, in whole or in part, to cover repair costs, after having advised the owner thereof.	

5.	If the guarantee deposit is insufficient to cover the damages, the owner shall compensate the Town for the difference between the actual costs and the amount of the guarantee deposit, upon presentation of a detailed statement of such costs.
6.	The guarantee deposit shall be returned to the owner after the completion of the work if no damages to the municipal installations have been noted by the Municipal Inspector.
b. The amount to be paid as a guarantee deposit shall be established as follows:	
1.	For any new construction: \$10,000
2.	Major enlargement work (in excess of 40m ²) or transformation of the building: \$10,000
3.	Installation of a geothermal system: \$2,500
4.	Decontamination of soil: \$2,500
5.	Roadways and retaining walls: \$2,500
6.	Minor enlargement (less than 40m ²): \$2,500
7.	Landscaping: \$2,500
8.	Pools (installation, removal, changes, etc.): \$2,500
9.	Work on the front facade: \$2,500
10.	Porches, concrete stairs, and walkways: \$2,500
11.	French drains and foundation /piling repairs: \$2,500
12.	Connection to municipal services: \$2,500
13.	Removal of reservoirs: \$2,500
14.	Water meters (for each meter) \$3,000
11. GARAGE SALES	
a.	Fees required for a request and permit for a garage sale: None

12. FILMING	
a. The deposits required prior to the deliverance of a filming permit are set out as follows:	
i. for a Category I Filming Project:	\$500
ii. for a Category II Filming Project:	\$15,000
b. The administration fees related to the issuance of a filming permit are set out as follows:	
i. per day of filming for a Category I Project:	\$500
ii. per day of filming for a Category II Project:	\$3,000
13. CONDITIONS	
The tariffs must be paid before registering any permit or certificate application. These fees may be adjusted later, before issuing the requested permit or certificate. All the tariffs are non-refundable.	